Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 99

p.a.f. 0,80 € - mars 2020

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Pire que le coronavirus, le capitalisme !

Dans ce numéro :

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Marche de la grande colère du PTB

Entre 5 000 et 10 000 manifestants ont participé à « la marche de la Grande colère » organisée par le PTB dimanche 1er mars à Bruxelles.

Ces militants et sympathisants du PTB sont venus des quartiers populaires de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, ce qu'aucun autre parti politique en Belgique serait capable de réaliser. Nombreux sont ceux qui ont tenté de mobiliser leur famille, leurs voisins, leurs collègues de travail autour des thèmes défendus par la PTB. Le PTB a lancé une campagne de signatures pour réclamer une pension minimum à 1500 € net qui a obtenu 175 000 signatures.

Des pancartes rappelaient une autre mesure préconisée par le PTB : « une taxe sur les millionnaires ». En l'an 2000, le pays ne comptait qu'un milliardaire. Il en compte 29 aujourd'hui.

Le capitalisme augmente la richesse d'une minorité tout en enfonçant le plus grand nombre dans la précarité voire la misère. Par leur politique, les gouvernements aident les riches à mener une guerre sociale contre les travailleurs. Et les politiciens récoltent un rejet mérité de la part de la population.

Le PTB entend s'appuyer sur ce dégoût des politiciens en mettant en avant des revendications telles que « diviser par deux les revenus des députés » ou « moins de ministres ».

Il peut paraître plus à la portée des travailleurs de revendiquer une « taxe sur les millionnaires » et de couper dans les revenus des députés et ministres, mais c'est masquer que les causes fondamentales des difficultés des travailleurs viennent de la propriété privée des capitaux, de la concurrence et de la course effrénée aux profits.

Seules des révoltes déterminées des travailleurs à l'échelle de plusieurs pays pourront mettre un frein à l'offensive des patrons et des gouvernements.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskyste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons**, sans autre mention

Mail: **contact@lutte-ouvriere.be**,

Tel: **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be
et sur facebook:
LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal : 10 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € / 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Pire que le coronavirus, le capitalisme !

Plus de 100 000 personnes sont contaminées par le coronavirus - le Covid-19 - dans le monde, un peu plus de 200 en Belgique. Plus de 3700 en sont morts. Pour l'instant, il est impossible de prévoir l'ampleur de l'épidémie et le nombre de morts qui seront imputables à ce nouveau virus, mais on est bien en dessous du nombre de contaminés par la grippe saisonnière qui touche 500 000 personnes par an rien qu'en Belgique et qui y est responsable de 1000 décès.

Des centaines de millions d'écoliers sont bloqués à la maison, de nombreux travailleurs mis au chômage technique aux quatre coins de la planète. En Belgique, où l'épidémie est peu développée, aucune mesure de ce type n'a encore été prise. Et s'il y a des raisons d'être inquiets, ce n'est pas seulement à cause de la gravité de ce virus, pas encore vraiment évaluée, mais parce que s'il y avait des milliers de malades à hospitaliser, notre système de santé serait incapable de faire face à la situation. Et cela, c'est de la responsabilité de nos gouvernements, actuels et passés.

Le mouvement des blouses blanches dénonce depuis des mois le manque de personnel dans les hôpitaux, aux urgences, dans les maisons de repos… Et l'organe représentatif des médecins généralistes, sensés être en première ligne, dénonce le manque de moyens dont il dispose. Aucune procédure claire communiquée par la ministre fédérale de la santé De Block, pas de masque pour ausculter les patients éventuellement contaminés car ils sont en pénurie.

Le fait que les compétences de la santé soient réparties entre un ministre fédéral et sept ministres régionaux ou communautaires n'a pas de quoi aider, mais le principal handicap est que leurs choix sont faits au nom de mesures d'économies, aux dépens des hôpitaux et du système de santé.

Les mesures de confinement et le ralentissement, voire la mise à l'arrêt de nombreuses usines en Chine pèsent sur toute l'économie mondiale, et particulièrement sur le tourisme, le textile, l'automobile les transports et le luxe. Les petits, commerçants et artisans, et leurs salariés sont les premiers touchés.

À côté de ce ralentissement de la production, il y a les anticipations des spéculateurs qui amplifient le phénomène et qui ont fait dévisser toutes les Bourses mondiales, menaçant d'un nouveau krach financier. Eh oui, un des plus petits organismes vivant sur cette terre, le coronavirus, pourrait déclencher le prochain krach mondial ! C'est bien la preuve que l'économie est une maison de fous.

Alors même que l'humanité finira par trouver les moyens de faire face à la pandémie de coronavirus, toute l'économie risque de plonger dans une nouvelle récession parce que le système capitaliste s'apparente à un château de cartes.

La bourgeoisie, le grand patronat feront tout pour faire payer cette nouvelle crise aux travailleurs. Ainsi le Kern, le comité ministériel restreint du gouvernement en affaires courantes a déjà annoncé dix mesures d'aides aux entreprises et aux indépendants. Ainsi les patrons pourront mettre leurs travailleurs au chômage pour cas de force majeure. Ce qui veut dire se retrouver avec 65% de son salaire, aux frais de l'Etat. Les patrons pourront aussi bénéficier d'un plan d'étalement de leurs paiements de cotisations patronales, d'impôts, de taxes TVA… Mais les travailleurs devraient se serrer la ceinture !

Demain, si la crise s'aggrave brutalement, les gouvernements prendront encore des milliards à la collectivité et rogneront sur ce qui est indispensable aux classes populaires pour se porter au secours des banquiers ou de la bourgeoisie ! Avec la réforme de l'indemnisation chômage, ils ont ajouté des dizaines de milliers de pauvres à ceux qu'il y avait déjà. Avec la réforme des retraites, ils veulent voler des années de retraite aux futures générations. Ils sont prêts à tout !

L'économie et toute la société sont atteintes par une maladie grave, celle du parasitisme et de l'irresponsabilité d'une bourgeoisie aveuglée par ses profits. Si les travailleurs ne l'empêchent pas de nuire, toute la société en crèvera.

Il faut que le monde ouvrier retrouve la conscience des luttes qu'il a à mener et qu'il se rassemble, s'organise pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, contre son gouvernement et contre son État.

L'humanité a les moyens de trouver comment soigner le coronavirus, les médecins, les infirmiers auraient les moyens de soigner correctement la population, les ouvriers pourraient produire les masques manquants, construire les hôpitaux nécessaires… mais pour se soigner correctement du coronavirus comme de tous les maux dont souffre la société, il faudra d'abord éradiquer le capitalisme et que la classe ouvrière prenne le pouvoir à la bourgeoisie !

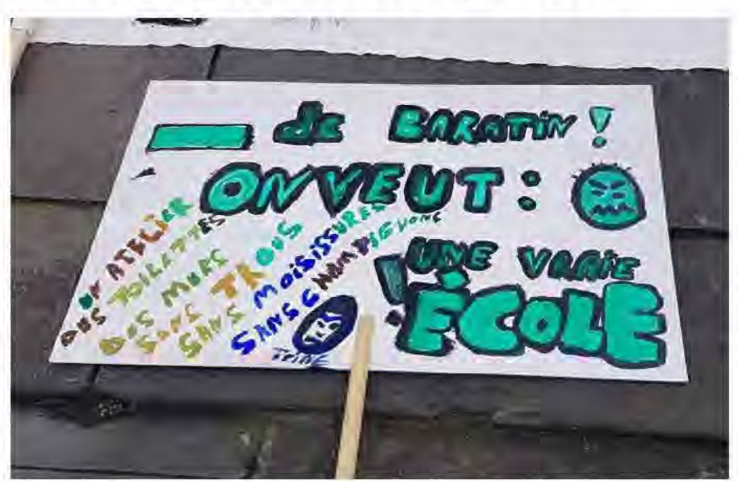
Vers la privatisation de l'enseignement public

4 écoles sur 10 sont menacées de fermeture d'ici 5 à 10 ans à Bruxelles et en Wallonie pour cause d'insalubrité. C'est ce qu'a déclaré le ministre socialiste du budget Daerden dans la presse. Et de chiffrer à 1,2 milliards d'euros, l'argent nécessaire pour faire les rénovations les plus urgentes.

Des écoles insalubres, avec des pannes de chauffage récurrentes, de la pluie dans les locaux et des champignons sur les murs, des plafonds qui s'effondrent, un manque de sanitaires… c'est là le quotidien dans de nombreuses écoles.

Sans compter le manque de locaux tout court et puis surtout, le manque de personnel. De plus en plus de professeurs sont manquants, soit que leur poste n'ait simplement pas été pourvu, soit que les malades ne sont pas remplacés. Ainsi des élèves restent des mois, voire des années entières sans certains professeurs… Et les écoles manquent aussi cruellement d'éducateurs, de personnel administratif, d'ouvriers… autant de travailleurs nécessaires au bon fonctionnement des établissements scolaires.

Où trouver l'argent ? Il va falloir être inventif, dit le ministre du budget, et de proposer, entre autres, de faire des partenariats publics privés pour la rénovation et la construction de nouvelles écoles. Mr Nicaise, le chef du nouveau réseau des écoles publiques (Wallonie Bruxelles enseignement), va dans le même sens : il



voudrait « *permettre aux particuliers et aux entreprises d'investir dans la rénovation des bâtiments scolaires, plutôt que laisser leur argent sur un compte épargne à 1%* ». Ils se placent clairement dans une logique de rentabilité pour les éventuels investisseurs.

Laisser se dégrader un service public, à coup d'économies budgétaires, pour ensuite le jeter en pâture aux financiers sous prétexte que le service public n'est pas efficace, c'est la stratégie bien connue de la privatisation déjà mise en œuvre dans d'autres secteurs comme la santé et les chemins de fer.

Ce qui sera rentable pour les investisseurs, ce ne sera pas un meilleur enseignement pour les enfants des classes populaires !

Plan de pilotage

De nombreuses écoles organisent des réunions « plan de pilotage ».

Dans le cadre de la mise en place du Pacte d'excellence, il s'agit de faire croire aux professeurs et éducateurs qu'ils participent à l'amélioration de leur école.

En réalité, il s'agit de les obliger à fixer eux-mêmes des objectifs qui serviront de prétexte à réduire les budgets s'ils ne sont pas atteints !

Bien entendu, les objectifs sont soufflés par la fédération Wallonie Bruxelles, par exemple, augmenter le taux de réussite aux examens externes, faire baisser le taux d'absentéisme…

Et comme il s'agit avant tout d'un plan d'économies, il n'est naturellement pas question de diminuer le nombre d'élèves par classe ou d'embaucher !

Du coup, dans certaines écoles, on a pu entendre des directions dire « attention à ne pas fixer d'objectifs trop ambitieux, afin qu'on ne soit pas sanctionné. »

C'est comme ça qu'au lieu de discuter de comment faire réussir et d'enseigner à tous les élèves, le Pacte d'excellence tend à imposer une logique d'économies.

Non aux économies !

Jeudi 5 mars, 8 500 personnes ont manifesté à l'appel des syndicats devant les cabinets du ministre président flamand Jan Jambon (N-VA) et du ministre flamand en charge du bien-être, Wouter Beke (CD&V) pour protester contre les économies faites dans les soins de santé.

A la sortie de la rencontre avec le ministre Beke, les syndicats se sont déclarés déçus et n'ayant rien obtenu de satisfaisant pour le personnel.

Dimanche 29 mars, le personnel de la santé en lutte à Bruxelles et en Wallonie appelle à une manifestation pour réclamer plus de personnel et plus de moyens.

Les économies dans la santé se font dans toutes les langues et ont partout le même résultat : la surcharge de travail et des soins de moins bonne qualité.

La riposte se fera de la même façon, partout et tous ensemble.

Mobilisation dans une école de Molenbeek

Ces derniers mois, des mouvements de protestation se sont fait entendre dans un certain nombre d'écoles contre le manque de chauffage, la vétusté des locaux, l'état des sanitaires…

Voici un témoignage de la lutte menée à l'Athénée royal Toots Thielemans de Molenbeek :

Nous avions déjà fait quelques arrêts de travail en décembre car les chaudières étaient en panne et qu'on s'était retrouvé avec 8°C dans les classes, mais c'est le 14 janvier que notre lutte a vraiment débuté après que les élèves des sections mécaniques aient organisé une manifestation dans le préau pour protester contre le fait qu'ils n'avaient pas d'atelier de mécanique depuis la rentrée.

L'atelier a été fermé en juin pour cause d'insalubrité et une centaine d'élèves sont privés de cours pratiques depuis.

Suite à la mobilisation des élèves, nous avons fait un arrêt de travail quotidien d'une heure au cours duquel nous nous retrouvions tous ensemble pour discuter de nos problèmes et des moyens de les régler. Nous nous sommes rendu compte que non seulement on se moquait de nos élèves en les privant d'atelier mais qu'en plus l'école risquait de fermer par manque d'élèves !

Nous avons rédigé nos revendications, envoyé des communiqués de presse, organisé deux manifestations pour nous faire entendre. Toutes nos décisions étaient prises collectivement et votées à main levée. Nous avons distribué un tract rédigé en 6 langues et fait signer une pétition sur le marché de Molenbeek qui est derrière notre école. Cela a été particulièrement apprécié par les profs et les élèves participants, tant l'accueil était chaleureux. Des élèves ont participé à toutes ces actions, y compris à certaines AG.

Suite à notre mobilisation et son relai dans la presse, nous avons rencontré à plusieurs reprises nos différentes autorités (réseau, budget, personnel, infrastructures…) qui se sont toutes renvoyé la balle, pour finir par nous dire tous la même chose : il n'y a pas d'argent !

Or, comme solution temporaire, la Fédération Wallonie Bruxelles est prête à aménager des locaux de D'Ieteren en payant 600 000 euros. Locaux pour lesquels la fédération Wallonie Bruxelles paiera ensuite un loyer de 8 000 euros par mois à cette famille milliardaire ! Pourtant, une de nos collègues a trouvé, en une soirée, 6 ateliers disponibles à proximité pour bien moins cher ! Preuve s'il en est que notre réseau ne cherche pas de solution pérenne et est par contre prêt à arroser une entreprise privée comme D'Ieteren.

Aujourd'hui, une solution temporaire semble se mettre en place pour que les élèves aient accès à un atelier et on nous promet de rénover les toits…dans deux ans ! Nous n'avons toujours pas reçu la garantie que notre école resterait ouverte et que les travaux nécessaires seraient faits. Mais nous avons gagné la fierté de ne plus nous taire et de faire entendre aux différentes autorités qu'on n'était pas dupes ! Et surtout, nos élèves ont appris au cours de ce mouvement auquel ils ont participé, qu'ils pouvaient revendiquer de meilleures conditions d'apprentissage et de vie.

Alors nous avons seulement commencé à faire bouger les choses, mais nous sommes plus unis et plus conscients qu'hier. C'est un gage pour les luttes à venir, elles seront nécessaires !



Investir dans l'école, pour quel profit ?

En 10 ans, le nombre d'élèves fréquentant des écoles privées a triplé à Bruxelles, ils sont plus de 9 000 aujourd'hui. Et ce n'est pas du tout gratuit ! Il faut compter entre 7 000 et 22 000 euros par an pour avoir accès à une de ces écoles.

Les écoles privées deviennent ainsi la cible d'investissements de grands groupes capitalistes qui y voient une source de profits potentiels. Ainsi la Sofina, le holding de la famille Boël, mais aussi la famille Frère investissent dans le capital des groupes d'écoles privés.

Même l'eau

Vivaqua veut augmenter ses tarifs, ce qui signifierait une augmentation de la facture d'eau de 20% pour un tiers des ménages bruxellois. Une augmentation suspendue pour l'instant par le gouvernement bruxellois… qui avait pourtant fait voter cette augmentation en 2019 !

Tout ce que ces politiciens savent faire c'est ouvrir les robinets des subventions aux entreprises privées.

L'eau est indispensable à la vie et son accès gratuit doit être garanti à tout le monde !

Droits des femmes : seule la lutte paie

Le 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes, a été l'occasion pour de nombreux politiciens de faire des discours sur les droits des femmes. Des discours qui ne les engagent à rien.

Ainsi l'asbl « SOS Viol » qui assure une aide psychologique, juridique et sociale aux victimes de viol manque de moyens pour assurer ses missions. Cette association située à Bruxelles et subsidiée par la communauté française fait plus de 2 000 consultations gratuites par an et assure aussi une ligne téléphonique d'écoute gratuite.

En quatre ans, le nombre d'appels a augmenté de plus de 50% alors que le financement est resté inchangé. Cette association ne compte que 5,5 Equivalent Temps Plein ce qui fait que la ligne téléphonique n'est pas disponible le week-end ni après 18h en semaine. « *Avant, il se passait en moyenne une semaine entre un appel à la ligne gratuite et le premier entretien en consultation dans nos locaux. Maintenant, par manque d'effectifs, il peut y avoir entre trois semaines à un mois qui s'écoulent. Nous ne savons plus non plus assurer un suivi régulier des consultations, ce qui fait qu'on a beaucoup de pertes, c'est-à-dire des gens qui ne viennent plus...* » témoigne la coordinatrice de l'association dans la presse.

L'association demande deux embauches supplémentaires et aimerait aussi qu'une autre antenne ouvre en Wallonie. Les ministres interpellés ont dit qu'ils allaient étudier la question et ne se sont engagé à aucune augmentation des moyens financiers.

La Belgique est signataire des conventions internationales sur la prévention et la lutte contre les violences envers les femmes. Lorsqu'il s'agit de parler des droits des femmes, les candidats ne manquent pas, mais lorsqu'il s'agit de débloquer les fonds nécessaires aux actions concrètes, là il n'y a plus personne !


A Bruxelles, le 8 mars

Dans les entreprises

Audi - Forest

Nous travaillons, ils encaissent !

Le groupe VW a réalisé un profit net record de 14 milliards d'euros pour 2019. Chacun des 671 000 salariés du groupe dans le monde a ainsi rapporté 20 864 euros à l'entreprise.

Les travailleurs ne coûtent pas, ils rapportent ! Ce sont les actionnaires qui coûtent cher !

Après eux, le déluge

14 milliards d'euros, c'est un nouveau record absolu, mais les articles alarmants sur les difficultés qui attendent l'industrie automobile ne manquent pas : coronavirus, transition électrique, baisse des ventes en Chine, guerres commerciales, etc…

Pour les travailleurs, cela se traduit déjà par des suppressions de postes, du chômage temporaire et les pertes salariales qui vont avec.

Pas de difficultés pour les actionnaires, eux, ils augmentent leurs dividendes de 35% !

Les sangsues

Avec une augmentation des dividendes de 35%, le groupe distribuera 3,27 milliards d'euros aux actionnaires, dont un tiers à la seule famille Porsche-Piëch.

Ces actionnaires sans avoir bougé le petit doigt se partagent ainsi le salaire annuel de 64 000 travailleurs payés 50 000 euros par an.

Un petit extra

Le PDG du groupe VW, Herbert Diess, a annoncé qu'il achètera à titre personnel des actions Volkswagen à raison de 50 000 euros par mois.

Venant du groupe BMW, il veut ainsi montrer son engagement pour le groupe, dit-il.

On a surtout compris qu'un PDG qui annonce des milliers de suppressions d'emplois est très bien récompensé par les actionnaires. Avec une rémunération de 7,9 millions d'euros en 2019, il ne manquera pas de beurre sur sa tartine.

Chine : bagne industriel

Selon une ONG australienne, les sous-traitants chinois de 83 grandes marques occidentales ont recours au travail forcé de prisonniers ouïgours.

Sur un million d'Ouïgours réprimés, pour partie internés par l'État chinois, au nom de la lutte contre le terrorisme, ils seraient 80 000 à avoir été transférés vers des usines produisant pour Apple, Nike, Zara, Alstom ou encore Volkswagen - sans recevoir de salaire et sous surveillance constante.

Interrogés, les communicants de ces grands groupes déclarent ne rien avoir constaté de tel. La sous-traitance en cascade permettant de fermer les yeux et surtout de ne rien dire de ces pratiques. L'argent n'a pas d'odeur, dit-on. Mais celui-là, plus encore que d'autres, pue énormément.

9 mars 2020

Ils se disent pour la démocratie… mais craignent les élections !

Depuis 9 mois, les partis qui avaient l'habitude de gouverner le pays sont de nouveau confrontés à la difficulté, voire à l'impossibilité, de former un gouvernement fédéral.

Certains mettent en cause les différences entre le Nord et le Sud du pays, différences linguistiques, différences de niveau économique, différences de majorités politiques, différences de culture, différences de caractères des dirigeants…

Mais y a-t-il tant de différences pour l'immense majorité des travailleurs : ouvriers de l'automobile et employés de la téléphonie, enseignants et conducteurs de bus et de trains, caissières de supermarché et employés des hôpitaux ? En ne citant ici que quelques professions qui sont le socle sur lequel repose toute la vie du pays, toute la richesse créée.

Dans les deux parties du pays, les conditions de vie des classes populaires se dégradent. Le chômage en Wallonie est plus élevé ? Oui, le déclin du charbon et le départ de la sidérurgie ont laissé la région en proie au chômage. Mais les conséquences du Brexit, de la politique protectionniste des Etats-Unis ou encore du Coronavirus risquent de frapper de plein fouet l'emploi en Flandre !

Quant aux politiciens, que ce soit en néerlandais ou en français, ils mentent tout autant aux travailleurs !

Avant chaque élection, c'est dans toutes les langues: votez pour moi, votez pour mon parti, nous défendrons vos intérêts ! Ils nous mentent pour avoir nos voix… et après, ils mènent la même politique pour le compte du grand patronat ! Ils aident les grandes entreprises à licencier, ils les couvrent de cadeaux fiscaux et de dégrèvements de cotisations sociales pour augmenter leurs profits. Et pour financer ces cadeaux, les partis de gouvernements suppriment eux-mêmes des dizaines de milliers d'emplois dans les services publics entraînant leur dégradation et augmentant le chômage des jeunes !

Par conséquent, de plus en plus de travailleurs ne croient plus ces partis. Ils constatent au contraire, que quelle que soit la coalition au gouvernement, la vie se dégrade, les loyers explosent, les soins sont de plus en plus chers, les hôpitaux sont de moins en moins accessibles, les transports de plus en plus longs et coûteux, l'enseignement des enfants de plus en plus déficient… Seuls les profits des riches actionnaires augmentent !

Alors les partis de gouvernements tentent d'éviter de nouvelles élections car ils craignent que les électeurs se détournent d'eux encore plus qu'aux précédentes ! Ils se disent pour la démocratie… mais craignent le vote du peuple !

C'est qu'en fait, nous ne sommes pas réellement en démocratie.

En réalité, ces députés et ces ministres qui accèdent aux gouvernements ne sont que le paravent derrière lequel agit le vrai pouvoir, le pouvoir des propriétaires de vastes capitaux, les actionnaires des grandes banques et entreprises. C'est dans les conseils d'administrations des grands groupes capitalistes que se prennent les décisions et les partis qui vont dans les gouvernements ne font que les suivre.

Mais plus la duperie devient visible, plus les partis usent de démagogie. Pour détourner les regards, ils accusent les « autres » : les Flamands, les Wallons, les migrants, l'Europe, … mais jamais le grand patronat qui est pourtant le seul à profiter de la politique menée!

C'est avant tout la conséquence de ces démagogies qui empêche aujourd'hui les différents partis de former une coalition. Car sur le fond, ils sont tous d'accord. Ils sont d'accord pour faire payer aux classes populaires la dette creusée pour servir les capitalistes. D'accord pour faciliter les licenciements. D'accord pour faire pression sur les chômeurs, et laisser faire les licencieurs !

Ils continueront leur fuite en avant dans la voie de la démagogie et de la division. Les dirigeants de la N-VA et du PS ont encore haussé le ton régionaliste ces dernier temps, poussant à la division du pays. Cela n'empêchera pas les riches actionnaires des grandes entreprises de tirer leur épingle du jeu, mais ce sera une catastrophe pour les travailleurs !

La seule façon de sortir de l'impasse où nous conduisent le capitalisme et ses défenseurs, c'est que les travailleurs défendent leurs intérêts communs, peu importe le côté de la frontière linguistique où ils se trouvent. La seule solution, c'est que les travailleurs se préparent à diriger eux-mêmes la société, diriger eux-mêmes les entreprises. Alors il pourra y avoir une réelle démocratie. C'est utopique ? Pas autant que d'espérer que les choses puissent s'améliorer en changeant l'équipe de larbins au gouvernement !

Migrants en détresse : puissances européennes responsables

Des réfugiés arrivent par milliers en Grèce, dans les îles et à la frontière nord avec la Turquie. La plupart, trompés par l'annonce de l'ouverture des frontières claironnée par le gouvernement Erdogan, s'imaginaient que l'Europe leur était ouverte. Ils ont vite compris que leur malheur continuait.

Au nord, dans la boue et le froid, ils se retrouvent à plus de 10 000, coincés entre la police et les gardes-frontières grecs d'un côté, et des policiers turcs de l'autre qui souvent leur interdisent de rebrousser chemin. Ceux qui tentent de traverser le fleuve Evros pour mettre le pied en Grèce se font renvoyer de l'autre côté, certains dépouillés de leurs papiers et de leur argent.

Dans certaines îles, la situation est encore plus tendue. À Lesbos, où le camp de Moria héberge 16 000 réfugiés, huit fois plus que la capacité officielle, de petits groupes enragés par la situation et manipulés par l'extrême droite se manifestent. Les reportages ont montré des scènes, jamais vues jusque-là, où des hommes armés de bâtons hurlaient aux réfugiés recroquevillés dans un bateau qui tentait d'accoster : « Dégagez, rentrez en Turquie ! » La grande majorité de la population ne les suit pas mais est épuisée par une situation intenable, pour elle et pour les migrants.

Le chef du gouvernement très conservateur, Mitsotakis, a consacré ses premiers déplacements à aller féliciter les policiers et gardes-frontières du nord de la Grèce pour leur zèle ; une façon de flatter à la fois le réflexe patriotique antiturc et les sentiments xénophobes des forces de répression, et de son électorat.

La situation est catastrophique pour ces femmes, ces hommes et ces enfants fuyant la guerre et la misère, ballotés de pays en pays, considérés comme des pions par les gouvernements des pays où ils vivent.



8 000 personnes ont manifesté à Athènes le 6 mars pour crier leur solidarité avec les réfugiés

On risque un désastre humanitaire, clament les gouvernements de l'Union européenne à propos des réfugiés d'Idlib à qui Erdogan refuse l'entrée en Turquie. De son côté, Erdogan se sert des réfugiés syriens pour exercer un chantage sur ces gouvernements. Mais qui est le plus ignoble dans cette situation ? Est-ce Erdogan, dirigeant dictatorial promu gardien de prison de plus de trois millions de réfugiés, moyennant 6 milliards d'euros d'aides européennes, ce qui n'est pas si cher pour ses commanditaires ? Ou bien est-ce ceux qui l'ont payé pour garder sur son sol des migrants dont ils ne veulent pas, ces gouvernants européens qui, finalement, se plaignent de ne pas en avoir pour leur argent ?

Ministres et chefs d'État européens n'ont à la bouche que « les droits de l'homme et les valeurs qui nous unissent ». Mais ils les mettent tranquillement sous le tapis en refusant d'accueillir les réfugiés en nombre, en érigeant de plus en plus de murs en Europe.

La catastrophe est déjà là et les responsables sont tout désignés : ce sont les mêmes qui participent à l'exploitation des richesses du monde et aux guerres qui transforment des millions d'êtres humains en migrants.

Une mesure de santé publique

Les masques de protection sont en pénurie. Dès le début de l'épidémie du coronavirus des traders se sont accaparé les stocks afin de pouvoir les vendre au plus offrant. Les prix des masques ont donc explosé, fois 7 en pharmacie et bien plus en ligne.

Un de ces traders témoigne dans le Soir et arrive à la conclusion qui s'impose : « *vu la situation, c'est de la stupidité de la part de l'État de laisser un produit aussi sensible que des masques de protection aux mains du secteur privé. (...) Je ne devrais pas être autorisé à jouer avec ces produits. Les pouvoirs publics devraient me contraindre à leur vendre tout mon stock (...) pour rediriger ces masques de bonne qualité à ceux qui en ont le plus besoin* ».

C'est l'Etat qui donne les licences à ces traders qui agissent en toute légalité. On ne pourra pas compter sur l'État pour contraindre les entreprises privées à quoi que ce soit. Seuls les travailleurs ont la force sociale pour imposer le contrôle nécessaire sur la production et la distribution des objets de première nécessité.